

Robotnik '83

N° 4

14 avril

1983

ARCHIVE
René LEPEUVRE

120, rue de Crimée 75019 Paris

Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France

Dans ce numéro

ENTRETIENS AVEC JOZEF PINIOR

PRESIDENT DU COMITE REGIONAL DE GREVE DE BASSE-SILESIE

LA LUTTE DE L'USINE FADROMA

B.D.I.C.

LA LIGNE DES USINES

Sous ce titre nous publierons prochainement un supplément de "Robotnik '83" avec un article où Zbigniew Kowalewski analyse la pensée politique de Wladyslaw Frasyniuk et la stratégie de "Solidarnosc" de Basse-Silésie. Ce supplément sera envoyé exclusivement à ceux qui sont abonnés à notre bulletin.

A TOUS LES TRAVAILLEURS

MESSAGE DE LA T.K.K. A L'OCCASION DU 1er MAI

Au nom du Syndicat autogéré indépendant "Solidarnosc", au nom du monde du travail polonais, nous adressons nos salutations à tous les travailleurs à l'occasion de ce 1er Mai. Les ouvriers polonais manifesteront en ce jour sous le signe de la solidarité internationale.

La fête du 1er Mai est née de la lutte pour la dignité du travail humain. Une des conséquences en a été la naissance des syndicats. En 1886, à Chicago, les ouvriers ont payé de leur vie le droit à leur propre représentation syndicale. Pour nous, Polonais, Chicago s'est répété à Gdansk en décembre 1970, en Silésie en 1981, à Lubin en 1982. Et nous sommes conscients que cela peut se répéter de nombreuses fois encore.

Dans les pays gouvernés par les communistes, le mouvement syndical a été anéanti et les organisations syndicales de façade sont totalement soumises à l'Etat-Parti-patron. En août 1980, pour la première fois dans les pays du "socialisme réel", nous avons, par notre lutte, conquis le droit aux syndicats indépendants. Menacé dans son monopole, le pouvoir communiste ne s'y est pas résigné.

Le 13 décembre 1981, la contre-révolution a frappé: à nouveau, comme il y a cent

ans, le sang ouvrier a coulé. Des chars et des mitrailleuses ont été utilisés contre les gens désarmés dans le but de détruire le mouvement syndical indépendant.

Depuis plus d'un an, notre syndicat poursuit son action dans l'illégalité, dans des conditions de terreur policière: des milliers de militants de "Solidarnosc" sont passés par les camps d'internement et les prisons, des milliers d'autres y croupissent encore, frappés par de lourdes condamnations. Les gévistes et les manifestants ont été battus, des centaines d'entre eux mutilés, plusieurs dizaines assassinés de sang froid pour avoir voulu défendre leur liberté et leur dignité. La répression continue: les militants du syndicat sont licenciés, de nombreuses usines ont été militarisées. On a annoncé la création de camps de travail forcé. Les gens sont persécutés pour avoir usé de droits humains naturels. Les arrestations et les procès politiques continuent. On prépare celui de sept membres de la plus haute instance de direction du syndicat, emprisonnés depuis 15 mois. Il en va de même du procès exemplaire des membres de l'ex-KOR (Comité de défense des ouvriers). Le gouvernement polonais a violé tous les accords internationaux qu'il avait signés concernant les

droits des travailleurs et des citoyens, il a rompu tous les accords contractés avec sa propre société, il a foulé aux pieds toutes les déclarations qu'il avait faites.

"Solidarnosc" ne se laissera pas détruire. "Solidarnosc" vit et est bien ancré dans les entreprises. Le syndicat continue son action et ne renoncera pas à la défense des droits des travailleurs, ni à la mise en place des réformes socio-économiques en Pologne. Nous luttons pour obtenir le droit à l'activité légale, la libération des prisonniers politiques, l'arrêt des poursuites contre les militants du mouvement syndical indépendant. Nous agissons avec détermination, persévérance et sagesse. Notre but est la paix sociale fondée sur le respect de la loi que la société reconnaîtra comme sienne. Alors seulement les efforts de millions de Polonais donneront naissance à des valeurs spirituelles et à un bien-être matériel pour le peuple tout entier.

En organisant des manifestations indépendantes il y a un an, les ouvriers ont montré que, pour le monde du travail en Pologne, le 1er Mai était devenu un jour de lutte pour les droits sociaux.

Nous ne sommes pas isolés dans notre lutte. Dès les premiers jours d'Août 1980, nous avons pu mesurer le soutien des travailleurs du monde entier. A la veille de ce 1er Mai, nous tenons à remercier les syndicats étrangers ainsi que les autres

organisations et toutes les personnes agissant à titre individuel, dont le dévouement est la preuve de la solidarité humaine.

A tous les travailleurs pour qui le premier pas vers les syndicats indépendants reste encore à faire, nous adressons notre salut et nos encouragements chaleureux.

A ceux qui vivent dans les pays démocratiques, nous souhaitons de persévérer dans le développement et le renforcement d'un mouvement syndical indépendant.

Ici, en Pologne, nous ne luttons pas seulement pour nos propres affaires. Nous sommes profondément convaincus que notre lutte a une dimension universelle. Elle élargit les espaces de liberté et de justice dans le monde contemporain. Nous avons besoin de votre soutien. Le jour du 1er Mai, manifestez votre solidarité avec la lutte des travailleurs polonais.

Le 23 mars 1983

Commission provisoire de coordination
du Syndicat autogéré indépendant
"Solidarnosc"

Zbigniew Bujak (région de la Masovie), Władysław Hardek (région de la Petite Pologne) Bogdan Lis (région de Gdansk), Jozef Pinior (région de Basse-Silésie), Eugeniusz Szumiejko (membre du Présidium de la Commission nationale).

ENTRETIENS DE JOZEF PINIOR avec la presse clandestine de l'usine Polar et du RKS

- Peux-tu te présenter à nos lecteurs?

- J'ai 27 ans, je suis juriste. J'ai travaillé à la Banque nationale de Pologne, dans le service des opérations avec l'étranger. Je m'occupais des instructions concernant les devises, et essentiellement de la réglementation. J'ai suivi la voie typique d'un militant de "Solidarnosc": Août 1980, la création d'une représentation indépendante des employés de la Banque. Je devins président du comité fondateur de "Solidarnosc", plus tard je fus élu président de la commission d'entreprise du syndicat. Depuis janvier, j'ai dirigé également le travail de la section régionale bancaire. En juin on m'a élu au Présidium de la Direction régionale en tant que porte-parole pour les affaires financières. Après il y a eu la grève de décembre à Pafawag et le travail dans la clandestinité.

J'y remplissais la fonction d'adjoint de Frasyniuk pour les affaires financières.

- Pourquoi les autres régions n'ont-elles pas retiré leur fonds des banques avant l'instauration de l'état de guerre, comme tu l'as fait?

- Malgré les apparences, cette question n'est en rien banale. Je pense que la réponse permettra peut-être d'analyser les causes de notre surprise lors de la proclamation de l'état de guerre, cette totale inpréparation de notre syndicat à l'affrontement. La cause directe de la perte des fonds sociaux dans les autres régions a été certainement une mauvaise appréciation en matière financière. Ce domaine a malheureusement été confié en général à des gens incompétents ou sans imagination, les plus souvent des comptables enfermés dans les règlements, des gens rigides et sans aucune

notion financière. Je ne voudrais pas être mal compris: ce n'est pas par la faute des comptables que les régions n'ont pu sauver l'argent du syndicat. Ces gens ont travaillé vingt heures par jour, ils ont donné toutes leurs forces au syndicat, et cette paperasserie, cette rigidité étaient sans doute nécessaires dans le fonctionnement courant de "Solidarnosc". Il s'agit d'autre chose: à ma connaissance notre région était la seule où existait l'institution du porte-parole pour les affaires financières en tant que membre du Présidium de la Direction régionale. Il s'agit aussi de ce que les militants les meilleurs, les plus doués, ne se sont pas occupés de choses telles que la politique financière du syndicat. Et là on touche aux raisons profondes qui d'après moi ont permis de réduire notre syndicat à la clandestinité. Je pense que beaucoup de militants parmi les plus importants ont mal évalué le rapport de forces réel. Ils pensaient qu'en publiant un journal indépendant, ils étaient intouchables. C'est vrai, il y avait une mode pour les publications, les interviews, pour Yalta. Et pourtant il était évident que le régime conservait des atouts cachés importants. Malgré tous nos succès nous n'avons pas réussi à modifier certaines choses essentielles. Dans son principe, le pouvoir

de l'appareil bureaucratique est resté intact. Il me semble que Walesa s'en est rendu compte, rappelez-vous notre dernière rencontre avec lui à Wroclaw juste avant le coup de force. Si donc les autres n'ont pas retiré leurs fonds, ce n'est pas uniquement par la faute des trésoriers. C'est beaucoup plus une vision déformée de la réalité et un certain "sans-souci" qui en ont décidé ainsi. Je sais qu'il est triste de dire cela maintenant, mais créer des mythes n'a pas de sens. Il vaut mieux tirer de tout cela des conclusions pour l'avenir.

- Que deviennent actuellement ces 80 millions?

- Nous nous sommes expliqués à plusieurs reprises à ce sujet, avec Frasyniuk et Bednarz. Ces 80 millions, en tant que fonds du syndicat, sont destinés à financer l'activité de notre syndicat dans les conditions de l'état de guerre - tout cela en conformité avec les statuts de "Solidarnosc". Ce argent sera décompté après l'état de guerre par la Commission régionale de contrôle et par les personnes jouissant de la confiance de la société. Grâce à l'existence de ce fonds, nous avons pu - et notre région a été la seule - décider que la totalité des sommes collectées resterait dans les entreprises, sans versement au Comité régional de grève.

L'ERREUR DU 10 NOVEMBRE

- Comment évalues-tu l'action du syndicat dans la clandestinité?

- Pour répondre à cette question, nous devons clairement prendre conscience de nos pertes mais aussi considérer en arrière-plan la situation internationale et voir notre lutte dans une perspective historique. J'adresse ceci à tous ceux qui critiquent si facilement les dirigeants clandestins de "Solidarnosc". La déterminante principale de notre activité présente reste Yalta, le fait que la Pologne se trouve dans - appelons cela délicatement - la zone d'influence de l'URSS. Rappelez-vous les années 40, quand les communistes ont réussi non seulement à liquider toutes les structures socio-politiques indépendantes, mais encore bien davantage: rendre la société esclave. L'exemple classique de cet esclavage est la "normalisation" hongroise après 1956 ou celle de la Tchécoslovaquie après l'effondrement du Printemps de Prague. Au contraire, dans la Pologne de l'état de guerre est apparue une situation entièrement nouvelle, quelque chose de neuf est né au pays du "socialisme réel": la société a refusé cet esclavage.

nous ne réalisons pas encore clairement cette nouvelle situation, nous sommes exaspérés, frustrés, car pendant 16 mois nous avons possédé énormément de choses et tout a pris fin brutalement. Par contre si nous mettons en rapport les accords de Yalta et tout ce que nous sommes parvenus à réaliser pendant la durée de l'état de guerre, la situation ne se présente de loin pas aussi tragiquement. Nous avons beaucoup perdu, mais ce n'est pas que le début de la lutte.

- Ne ressens-tu pas une déception après l'attitude des travailleurs dans les entreprises le 10 novembre 1982, y compris ceux de Polar? L'échec de la grève influencera-t-il la tactique de lutte ultérieure?

- Il est impossible de poser le problème d'ensemble de cette manière. Les travailleurs de Polar ont en effet démontré très nettement qu'ils refusaient de subir cet esclavage, par leur action de protestation qui a immédiatement suivi la délégalisation de "Solidarnosc". Le 10 novembre, l'action de protestation n'a pas réussi dans le pays, non que les travailleurs aient été déçevants, mais parce que cette forme

s'est avérée inefficace. Beaucoup estiment que le 10 novembre a compromis l'idée de la grève comme forme de lutte. Personnellement je pense que rien n'est plus faux. Ce qui a été compromis, c'est uniquement la forme de la grève: 8 heures, et sans découvrir les commissions d'entreprise clandestines. Ce genre de grève, on peut le faire en Angleterre. Il est essentiel de tirer tout cela des conclusions valables, et de ne pas renoncer à la grève trop hâtivement. Le RKS souligne sans relâche que notre syndicat, ce sont les entreprises, les usines - c'est d'ailleurs pour cela que nous sommes restés si longtemps opposés aux manifestations de

rue. Mon avis personnel est que si nous nous laissons pousser vers des actions extérieures à nos entreprises, alors nous perdrons notre syndicat. Les émissions de radio captées avec tant d'enthousiasme n'engagent au travail militant que les seuls "conspirateurs professionnels", un groupe de gens très restreint et prêt à tout risquer. Je considère comme plus importante une action moins spectaculaire, mais une action qui engage cercles plus larges, les gens dans l'entreprise. Pas seulement les "conspirateurs professionnels", mais aussi les adhérents de base du syndicat.

— DECLENCHER LA GREVE GENERALE —

- Vois-tu encore une chance d'entente pacifique avec le pouvoir?

- Ma réponse sera formelle: non! Ce qui ne veut pas dire que je sois un faucon, et que je rêve d'affrontement. Tout simplement, ce pouvoir n'a aucun désir d'entente. La réponse à cette question est le fond même de la déclaration-programme de la TKK du 22 janvier dernier. Nous y prenons clairement position: le système politique actuel, militaire-policier, n'est pas réformable. La junte n'évoluera vers aucune démocratisation si nous ne l'y forçons pas. La grève générale nous paraît inévitable. Je vois les choses ainsi: ou nous attaquons en déclenchant la grève générale, et nous commençons à la préparer sérieusement, ou alors longues années de pouvoir militaire nous attendent. Partout où les militaires s'emparent du pouvoir, ils ne se séparent pas facilement de lui - c'est même une question de technique de gouvernement de cet appareil bureaucratique de caserne dont dispose chaque armée. Beaucoup craignent que la grève générale ne déclenche une intervention militaire directe de l'URSS. Le seul moyen de nous en garantir sera notre degré de préparation - moins nous serons préparés, plus la grève sera chaotique, et plus il y aura de chances d'une agression directe. Une organisation parfaite, un système de communications régional et inter-entreprises, le contrôle de la grève par nous-mêmes, telles sont les garanties du succès, et aussi de ce que l'URSS s'abstiendra d'intervenir militairement.

- Que considères-tu en ce moment comme objectif essentiel de la déclaration-programme de la TKK, quelle direction doivent prendre les travaux pour préciser cette direction?

- Ce qui est actuellement essentiel, ce sont les initiatives des travailleurs dans les différentes usines. Notre déclaration

est un essai de rassembler les expériences, de définir les principales directions de lutte, depuis l'aide charitable jusqu'à la préparation de la grève générale. La déclaration est une large plate-forme, c'est ce qui fait en partie sa force. Je suis sûr que chaque membre de "Solidarnosc" peut y trouver un champ d'action pour sa propre initiative et énergie. Nous verrons dans quelle direction vont les initiatives des travailleurs. Alors il y aura une lutte dure, un essai de grève économique pour défendre les camarades licenciés pour motifs politiques. Je suis très intéressé par l'opinion des travailleurs de Polar. J'ai beaucoup d'estime pour vous, pour votre action de protestation après la délégalisation de "Solidarnosc". Vous êtes très bien organisés, et votre journal a un excellent niveau. J'attends les opinions des syndicalistes de votre usine. Pour moi, je pense que dès maintenant il est essentiel de discuter les revendications de la grève. Ces revendications doivent être réalistes, tenir compte du rapport de forces, et dans la mesure du possible, pouvoir être approuvées par l'Eglise. L'exemple sont les 21 revendications de Gransk d'Août 1980 - notre plus beau manifeste politique.

"U Nas" n° 17/18,
du 17 février 1983

- Quand sera publié le programme du RKS?

- Dans ma déclaration du 16 décembre dernier, j'avais annoncé que le projet de programme du RKS serait proposé début janvier. Nous ne l'avons pas rendu public à ce jour parce que nous avons estimé au sein de la TKK qu'il fallait en premier lieu publier le programme national commun. Je pense que c'est préférable ainsi. Nous allons en priorité soumettre à la discussion les pro-

positions de programme national élaborées dans les réunions de la TKK.



- Penses-tu que le 10 novembre a réellement compromis l'idée de grève?

- Il me paraît important de souligner clairement que l'action de protestation du 10 novembre n'était en aucune manière un test de l'efficacité de la grève. Cette action fait penser à une tentative d'attaquer les positions ennemies avec des car-

— GARDE OUVRIERE ET AUTOGESTION —

- Cela veut-il dire que dans le projet de programme du RKS se trouve la prévision de la grève générale?

- Il faut bien comprendre que tabler sur la bonne volonté du pouvoir, sur des "arrangements", sur une intervention de qui que ce soit en notre faveur, c'est de la naïveté. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. C'est pourquoi le RKS prévoit la grève générale pour le moment où la société ne supportera plus la misère sans cesse grandissante. Il est difficile de préciser quand cela se produira exactement. Mais rappelons-nous que les prix vont subir une nouvelle augmentation, qu'au printemps et en été l'offre de viande sera en diminution, que dans la construction de logements la crise s'aggrave. Nous voyons deux éventualités: ou le syndicat s'engage dans la grève générale dès que l'appauvrissement de toute la population en sera arrivé au point où se déclenchent des mouvements spontanés et des grèves sauvages, ou alors nous fixons la date de cette grève, en la liant par exemple au boycott des élections à la Diète qui doivent se dérouler dans le cadre de la loi électorale actuelle. Personnellement, je considère la première éventualité comme la meilleure. Dans tous les cas, la préparation des entreprises à la grève générale est l'exigence primordiale.

- Penses-tu à la Garde ouvrière?

- Oui. Le RKS annonce dans son projet de programme la formation dans les principales entreprises de détachements de la Garde ouvrière en tant qu'organes exécutifs du RKS. Je voudrais ici souligner que la Garde ouvrière ne servira à aucune action du type "petit sabotage", ni à agir contre les collabos, etc. Le but qui lui est assigné est bien plus important: la préparation des usines sur le plan technique à la grève générale nationale.

- Dans la déclaration du 16 décembre, tu parlais des liens entre l'action clan-

touches à blanc, alors que l'adversaire tire à balles réelles. Le RKS a toujours souligné que notre syndicat, ce sont les entreprises, et avant tout les usines. La thèse que la grève s'est disqualifiée, que les entreprises ne feront pas grève, c'est se couper de notre base, de la source de notre force et de notre vitalité, du berceau-même de "Solidarnosc". Renoncer à la grève, c'est aller à la perte de notre syndicat, cela revient à ne compter que sur un miracle.

destine et certaines formes d'activité légale. Qu'entends-tu par là?

- Justement, il s'agit d'une chose très importante. Il faut à tout prix abandonner notre "programme du non" au profit d'un programme positif, en particulier dans le domaine économique. Nous devons nous concentrer sur notre programme économique. Il faut se rappeler que les Commissions ouvrières espagnoles ont existé plus de 20 ans dans la clandestinité, et ont pourtant exercé une influence importante sur la gestion des entreprises, par le biais d'organes légaux comme par exemple les comités d'entreprise. En ce moment nous discutons à nouveau la question des conseils ouvriers - nous avons des travaux d'experts qui suggèrent de reprendre notre action dans cette direction. C'est également l'avis de plusieurs représentants syndicaux d'entreprises. Mais bien sûr il existe aussi des arguments opposés. Si nous nous décidions à opter pour agir au sein des conseils ouvriers, ce serait un modèle de liaison entre activités légales et illégales.

- Ainsi donc, d'une part la préparation de la grève générale, de l'autre le travail à la base, l'"économisme"?

- Bien sûr. "Solidarnosc" a toujours lié ces deux traditions. La préparation de la grève générale ne doit pas nous cacher l'importance des actions de fond, du travail à la base. Nous devons dès maintenant préparer la société à la démocratie, nous devons dès maintenant la lui apprendre. Nous n'apprenons pas l'autogestion en faisant de la résistance passive, en nous limitant au "programme du non". Les militants du syndicat clandestin devront parfaitement connaître les questions économiques, ils devront savoir quoi faire pour que leur usine commence à produire et à se développer. C'est pour ces raisons que le RKS a décidé d'organiser l'université ouvrière pour les militants syndicaux des entreprises, cette université où des scientifiques donneront des cours d'économie et

d'étude de la réforme économique, de gestion d'entreprise, de sociologie, de droit, d'étude des doctrines politiques. Les militants de "Solidarnosc" devront être préparés quand viendra le moment où la société prendra réellement le contrôle de l'économie. Alors beaucoup de choses seront

entre nos mains: sans compétences, sans pratique, nous ne pourrions répondre aux attentes de la société, nous ne pourrions arracher le pays à la misère et à la ruine.

"Z Dnia na Dzień" n° 2/261,
13-20 janvier 1983

ENTRETIEN DE PINIOR avec des syndicalistes français

- Que peux-tu dire sur l'activité du syndicat dans ta région et dans le pays?

- Il faut d'abord dire que la situation politique apparaît de façon différente, suivant qu'on la regarde de Paris ou d'ici. L'aspect principal est l'existence de "Solidarnosc", bien que celle-ci se manifeste par des formes d'action différentes de celles connues par le passé. Je pense que cela n'est pas suffisamment compris à l'Ouest: là-bas on a tendance à juger la situation en Pologne en fonction des actions spectaculaires, comme les manifestations de rue ou des grèves dures. En général, ce qui se passe à l'intérieur, dans les entreprises, dans les régions éloignées de Varsovie, où sont concentrés les correspondants de presse, n'est pas pris en compte, n'est pas connu. Il n'y a rien d'extraordinaire à cela: les structures clandestines de la résistance sont par définition difficiles à cerner...

Que peut-on dire sur la situation de "Solidarnosc" après quatorze mois de guerre? Il y a une différence essentielle entre la normalisation de Jaruzelski et la normalisation tchèque ou hongroise. Après la révolution hongroise de 1956 ou après le Printemps de Prague de 1968 les communistes ont réussi à imposer un ordre totalitaire: ils sont parvenus à briser, sinon intérioritément du moins extérieurement, toutes les formes de résistance sociale. Il s'agit là du but essentiel de toute normalisation totalitaire, et jusqu'ici cela réussissait sans trop de vagues. Pour la première fois dans l'histoire des pays du "socialisme réel" cela n'a pas réussi. Cela - je n'hésite pas à employer ce terme - c'est notre succès historique. Pour la première fois dans les pays du "socialisme réel" on introduit l'état de guerre, ce qui donne l'impression que la période de renouveau et de réformes est finie; mais ce qui prend sa place, ce n'est pas un ordre totalitaire, on n'assiste pas à un retour au calme intérieur, à une nouvelle atomisation de la société, mais à quelque chose de tout à fait différent. On pourrait appeler cela "socialisme clandestin", ou comme nous l'appelons à

Wroclaw la "société indépendante", ou encore, pour paraphraser l'expression en vogue au début du XX^e siècle, une société de type nouveau.

De quoi s'agit-il? Indépendamment des structures du pouvoir étatique, indépendamment des structures militaro-centralisatrices, existent des structures, des organisations, qui poursuivent la résistance, qui agissent, qui sont indépendantes. Leur action n'a pas pour but unique une résistance morale et individuelle à l'oppression; il ne s'agit pas seulement d'un refus. Cette société dispose de moyens d'expression indépendants: presse, éditions, etc. Elle peut donc exprimer, indépendamment des organes étatiques, sa propre volonté. Je pense que cela est le résultat le plus important de nos efforts durant ces quatorze mois passés. C'est quelque chose de tout à fait nouveau ici.

Alors, que signifie dire que "Solidarnosc" existe? Le syndicat existe dans les entreprises; il y a les commissions d'entreprise clandestines, il y a des embryons de structures autogestionnaires. La manifestation la plus courante de leur existence est la parution régulière de ces bulletins, édités en général grâce à des techniques très sommaires de sérigraphie. Cela est tout à fait extraordinaire: les gens font des cadres avec les moyens du bord, le cadre est fait un soir, le journal diffusé le lendemain matin. Il y a également les structures inter-entreprises, dont l'activité n'est pas limitée à la seule entreprise, mais touche toute la région - comme le Comité régional de grève (RKS), ici à Wroclaw ou ailleurs les Commissions exécutives régionales (RKW). Il y a enfin cette structure qui tente de coordonner l'activité indépendante à l'échelle du pays - j'ai nommé la Commission provisoire de coordination (TKK). Comme son nom l'indique, son rôle est de tenter de coordonner tout ce qui se veut indépendant des autorités en Pologne. C'est d'ailleurs le sens de notre dernière déclaration-programme intitulée "Solidarnosc" aujourd'hui".

L'ACTION DE FADROMA

Peux-tu donner un exemple concret de l'activité du syndicat dans les entreprises, autre que la publication de journaux clandestins?

- Dans notre région on peut dire qu'il y a déjà un écho concret, venant de la base, à la dernière déclaration-programme de la TKK. Les travailleurs de l'usine Fadroma - il s'agit d'une usine de Wroclaw qui emploie 6000 personnes - ont organisé, entre le 13 et le 19 février, une semaine de protestation. Il s'agit d'une forme de lutte tout à fait nouvelle, d'une lutte aux objectifs limités - la défense de camarades licenciés pour des raisons politiques - organisée différemment des actions précédentes. Les travailleurs ont décidé - ils ont voté une résolution dans ce sens - de diminuer autant que possible la productivité du travail durant une semaine. Les travailleurs, payés à la tâche, ont pris la décision de travailler l'équivalent de huit heures de moins. Ils ont pris une décision qui les désavantage financièrement, pour la défense de leurs camarades. L'action culminait par un arrêt de travail de cinq minutes. L'heure et le jour n'étaient pas publics. Leur bulletin indiquait "jour J, heure H" et les détails étaient transmis par le réseau clandestin de l'entreprise,

de bouche à oreille. Et il faut dire que la police politique SB a été totalement surprise. L'arrêt de travail a finalement duré quinze minutes, sans aucune intervention de la SB désemparée. Dans l'entreprise les gens ont relevé la tête. On peut dire que c'est la première action réussie dans une usine depuis le 10 novembre dernier.

Le RKS présente d'ailleurs cette action comme l'exemple de ce qu'il faut faire. Il est possible que nous organisions une action similaire, à l'échelle de toute la région. La décision définitive sera prise après consultation de toutes les entreprises sur le principe de l'action, et après un vote.

Je reviens à ce que je disais au début. Peut-être que, vu de Paris, la Pologne apparaît comme brisée, défaite. Peut-être peut-on s'imaginer que la seule chose qui nous reste, c'est attendre tête baissée que les militaires fassent preuve de bonne volonté et nous octroient quelque chose... Vous voyez que la perspective est très différente, quand on regarde cela d'une entreprise; les gens sont prêts à gagner moins (et il est inutile de rappeler que leurs conditions de vie sont très dures), à prendre des risques... c'est comme ça qu'ils voient la possibilité de changements.

UTILISER LES CONSEILS OUVRIERS

- Tu as parlé d'embryons de structures autogestionnaires - cela n'est pas connu - qu'entendes-tu par là?

- Il y a actuellement, à Wroclaw, une discussion pour déterminer l'attitude de "Solidarnosc" vis-à-vis des conseils ouvriers d'autogestion dont le pouvoir a levé la suspension. La question est la suivante: Devons-nous nous engager dans le développement de ces structures au vu de la situation actuelle, qui bien évidemment exclut toute réforme autogestionnaire de l'économie? Est-il possible, malgré cela, que les travailleurs prennent le contrôle de ces structures d'autogestion, de façon à ce qu'elles assument la défense des travailleurs contre la répression, contre les licenciements? Concrètement, cela pourrait se faire ainsi: dans une entreprise, où il y a des postes de travail non pourvus, le conseil ouvrier va voir le directeur et lui pose un ultimatum. "Comment se fait-il qu'il y ait des places libres que vous vous adressiez au bureau d'embauche, alors

que nos camarades ont été licenciés il y a un mois? Dans cette situation nous donnons notre accord seulement pour l'embauche de ceux qui ont été licenciés." De la même façon, si un des travailleurs a été condamné, le conseil ouvrier peut intervenir pour obtenir sa grâce (car en tant que structure légale, il a des moyens que n'ont pas les structures clandestines). Mais bien sûr, les possibilités d'utiliser ces structures dépendent de notre degré d'organisation dans l'entreprise. Il y a des cas où la prise de contrôle de ces structures par le syndicat est envisageable, d'autres où nous sommes encore trop faibles...

Bien sûr, les opinions sur cette question sont très diverses. Il y a beaucoup d'arguments contre une telle attitude de "Solidarnosc". Ces conseils ouvriers peuvent très bien s'avérer être une fiction, la police peut faire pression sur leurs membres, exercer un chantage... A Wroclaw c'est une discussion ouverte. C'est aux travailleurs de chaque entreprise de trancher.

— DE LA FRUSTRATION A L'EXPLOSION —

- La réforme économique que le gouvernement de Jaruzelski a commencé à introduire conduit à une détérioration de la situation pour la population. Quel est l'impact de cela sur l'activité indépendante de la société?

- Je ne suis pas d'accord avec la formulation de ta question. Tu dis que la réforme économique a été introduite et que cela détériore la situation du peuple. Ce n'est pas ainsi qu'il faut s'exprimer. A partir du moment où la contre-révolution de Jaruzelski (c'est ainsi que nous l'appelons) a commencé, il est absurde de parler de réforme économique. Il n'y a pas de telle réforme car elle est impossible. Avant le putsch de Jaruzelski du 13 décembre 1981 la réforme pouvait réussir: l'autogestion, l'initiative authentique des travailleurs, la libération de cette énergie par augmenter la productivité du travail créaient une chance. Mais le 13 décembre, tout cela a été brisé. Jaruzelski pense qu'il pourra réussir la réforme en réintroduisant le système autoritaire de gestion centralisée. C'est un leurre, et c'est pourquoi il est illusoire de parler de réforme économique en Pologne. Si les gens voyaient qu'il y a une réforme économique, alors, à mon avis, ils accepteraient

d'en payer le prix car il y aurait l'espoir de nous sortir du borbier économique actuel. Avant le 13 décembre on acceptait certaines mesures dont l'effet immédiat était désavantageux pour les travailleurs. Mais aujourd'hui il n'en est pas question.

Aujourd'hui, cela apparaît même dans les statistiques officielles, la situation économique a empiré: la production vendue a diminué, la crise du logement - qui est pour nous le problème numéro un - s'est aggravée... Les rapports économiques que le RKS reçoit des entreprises sont unanimes: nous aggravons notre retard technologique, notre production ne trouve pas preneur à l'étranger. Le monde nous fuit.

Bien sûr les difficultés de la vie quotidienne pèsent sur l'activité des gens. Ceux qui, pris par les soucis quotidiens, ne peuvent se consacrer à l'activité, sont nombreux. Notre syndicat n'a jamais développé des idées du genre: plus ça empire, mieux c'est. Nous pensons que l'impact de la situation économique est double. D'une part, elle crée des frustrations qui peuvent conduire à une explosion sociale, et cela même à court terme. D'autre part, elle limite effectivement le champ des activités des gens, en les enfermant dans les préoccupations quotidiennes.

- GREVE GENERALE ET CONTROLE SOCIAL -

- La TKK vient de présenter une déclaration-programme. Que peux-tu en dire?

- Je pense que l'aspect le plus positif de cette déclaration est le fait qu'elle présente une large plate-forme d'action. Cette déclaration est un compromis. Un compromis entre une "ligne des usines" et d'autres conceptions de poursuite de la résistance. La plate-forme présentée ne limite l'activité de personne. Je pense que chaque militant du syndicat peut y trouver des propositions d'action qui correspondent à ce qu'il peut faire: en commençant par l'aide caritative et en terminant par la grève générale.

A mon avis, la colonne vertébrale de cette déclaration, c'est l'affirmation que le régime militaro-policier existant actuellement en Pologne n'est pas réformable. Il n'y a pas de dialogue possible, pas d'entente envisageable dans la situation actuelle. C'est cela qui fonde notre conviction que la grève générale est inéluctable. Mais si nous disons que l'actuel régime militaro-policier n'est pas réfor-

mable, nous ne disons pas que le système ne l'est pas. Par grève générale nous n'entendons pas une insurrection nationale, dont le but serait de renverser l'ordre de Yalta. Nous lui fixons pour tâche d'imposer un régime politique qui rende possible les réformes, dans lequel le dialogue soit possible. Disons, pour utiliser une image, une révolution pour rendre possible l'évolution.

- A quelles conditions cette grève générale atteindra-t-elle les buts que vous fixez?

- Quand pourrons-nous dire que la grève est victorieuse? A partir de quel moment peut-on dire que le système est réformable? Je ne parlerai pas de la satisfaction de revendications aussi évidentes que l'amnistie ou la libération de tous les prisonniers politiques - cela est clair pour tout le monde ici. Mais à mon avis, ce qui permettra de trancher sur la réussite de la grève, ce sera de savoir si la société a ou non une influence sur le fonctionnement de l'économie. C'est cela qui est essentiel à

mes yeux. Si par la grève générale nous parvenions à avoir une influence réelle sur le fonctionnement de l'économie - soit par l'autogestion, soit par la création comme cela avait été proposé en 1981 d'un Conseil socio-économique, soit par un moyen qu'on ne peut encore prévoir - alors je pense qu'on pourra dire que la grève générale a atteint son but. Cela créerait une base permettant d'aller plus loin par la suite.

BRISER L'UNITE DE L'ARMEE



- Mais est-ce que tu penses qu'il est possible de passer un tel compromis avec ce pouvoir, qui n'avait pas accepté de telles revendications en 1981?

- A l'époque le pouvoir ne l'acceptait pas, car il était dans une autre situation. Je pense, que malgré les apparences, le pouvoir est aujourd'hui plus faible qu'avant le 13 décembre 1981. Cela peut paraître paradoxal, mais c'est ainsi. Avant le 13 décembre, le pouvoir s'appuyait quand même sur certaines couches sociales autres que la milice et l'armée. Aujourd'hui il ne s'appuie que sur la force brutale. Le pouvoir est devant un choix: soit continuer la politique actuelle - qui fera de la Pologne un pays colonial de jour en jour plus faible - soit chercher une alternative. Il me semble que ce pouvoir ne peut se permettre ce retard technologique, cette destruction de l'économie, car à terme cela se retournera contre lui. Pour se maintenir au pouvoir, il sera obligé de donner quelque chose à la société, quelque chose de réel, qui puisse satisfaire nos aspirations sociales.

Je pense donc qu'il existe une différence entre avant le 13 décembre et aujourd'hui. Aujourd'hui, si nous posons avec force et insistance nos revendications, le

Régler la question de la gestion de l'économie permettra par la suite une lutte pour des réformes démocratiques du système, pour des réformes politiques. Mais la condition minimale est d'obtenir une influence dans la prise des décisions économiques. Au début, cela peut même être très peu, mais je pense qu'en nous basant sur un tel acquis nous pourrions ensuite aller de l'avant.

pouvoir sera obligé de céder.

- Tu dis que ce pouvoir s'appuie sur la milice et sur l'armée. Que peut faire "Solidarnosc" pour que le pouvoir ne puisse pas à l'avenir utiliser la milice et l'armée contre la société, comme il l'a fait dans le passé?

- Il s'agit surtout de la question de l'armée. En fait l'armée n'a pas encore pris part de façon directe à la répression. Les soldats ne se sont pas trouvés devant un choix définitif. La question est de savoir comment l'armée se comportera lorsqu'elle sera devant un tel problème. Cela d'autant plus, que les conscrits, qui étaient sous les drapeaux lors d'instauration de l'état de guerre, n'avaient pas connu dans le civil la période d'après Août 1980. Ils étaient très différents de ceux qui forment aujourd'hui les rangs de l'armée. Cela ne signifie pas que je suis optimiste en ce qui concerne l'armée. Je suis plutôt sceptique. Mais la situation n'est pas aussi évidente pour Jaruzelski. Je pense que si nous, en tant que syndicat dans son ensemble, nous arrivons à dépasser la frontière de la peur, alors cette armée qui nous semble aujourd'hui monolithique, cessera de l'être. Mais cela nécessite bien sûr de dépasser cette barrière de la peur.

POUR UNE PRESSE DE MASSE

- Vous disposez d'une radio clandestine dans votre région qui émet régulièrement. Quel est le rôle des médias indépendants dans votre activité?

- Bien sûr l'information syndicale est le nerf de notre activité. Mais je ne suis pas persuadé que des actions spectaculaires - comme émettre une émission radio - soient le plus important dans notre activité clandestine. Pourquoi? Les émissions radio sont reçues de manière enthousiaste par les gens - elles jouent un grand rôle pour le moral, développent la combativité et la volonté de résister. Mais ces émissions ont entièrement le fait de clandestins profes-

sionnels, de révolutionnaires professionnels. Il y a donc un tout petit groupe de gens qui y prend une part active, alors que la masse est passive et tire pourtant de cela certain confort psychique. A mon avis, les actions moins spectaculaires mais qui impliquent la participation active du grand nombre, sont plus importantes. Même s'il ne s'agit que de ramasser les cotisations ou d'organiser l'entraide. De telles actions paraissent sans doute moins originales, mais leur importance tient au fait qu'elles ne peuvent exister sans activité de tous les membres du syndicat.

Une question qui est liée d'une cer-

taine façon à cela, est celle de bulletins d'entreprises. A mon avis, il est essentiel que chaque entreprise édite son bulletin. Cela est même plus important que d'avoir de nombreux journaux régionaux. Nous préférons avoir un journal régional qui est techniquement mauvais, pas très bien présenté, mais que les commissions d'entreprises aient leurs propres journaux. Car de cette façon les militants d'entreprises doivent

faire cela eux-mêmes; ils ne reçoivent pas un produit fini, mais doivent faire preuve eux-mêmes d'imagination, d'esprit de décision. Je pense que dans la région nous pouvons dire que nous avons déjà quelques bulletins d'entreprises de haut niveau: "Odrozdenie" à Dolme, "U Nas" à Polar, à Fadroma, à Hydral... Cette question de presse d'entreprises est pour nous très importante.

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

- Les autorités disent que vous n'existeriez pas sans aide occidentale. Que pouvez-vous dire sur le rôle de cette aide, sur cet argument?

- Ce qui pour nous, ici à Wroclaw, nous semble le plus important, c'est que notre situation soit bien comprise par le monde du travail, par les travailleurs. Qu'ils comprennent le sens de notre lutte, le pourquoi de cette lutte. Je pense que si les travailleurs en Occident comprennent cela, alors, du fait seul de cette compréhension, la solidarité des travailleurs de toute l'Europe se développera d'elle-même, le soutien aussi. Bien sûr, nous comptons beaucoup sur l'aide, cette aide que nous recevons d'ailleurs toujours: le soutien humanitaire et aussi le soutien technique pour "Solidarnosc" clandestin (avant tout pour notre presse). Car il s'agit là de problèmes quotidiens pour nous, et cette aide a une très grande importance.

Quand à l'argument du pouvoir? Personne ne le prend au sérieux, c'est le langage de la propagande totalitaire, qui n'a ici aucun écho.

Revenons à la compréhension que les travailleurs ont de notre lutte. Ce qui a été chocant pour nous, ce fut l'attitude de la direction confédérale de la CGT en France. Nous ne pouvons comprendre comment on peut être borné à ce point, quand on dispose de sources d'information diverses. Le choc a été terrible pour nous. Nous avons apprécié d'autant plus les initiatives des structures de la CGT qui ont pris une position de soutien à "Solidarnosc" et qui nous ont soutenu matériellement, à l'encontre de la position de la direction confédérale.

Nous savons aussi à quel point, durant

ces moments difficiles, nous avons été aidés par la CFDT. Cela a été très important pour nous, de savoir que les syndicalistes de la CFDT, prenant sur leur salaire - et nous savons qu'ils n'en ont pas de trop - décidaient de nous soutenir, d'organiser un fonds d'aide à "Solidarnosc". Je pourrais dire la même chose du soutien que nous apportent les Comités de solidarité avec "Solidarnosc". Le fait que cette aide soit une aide de travailleurs à d'autres travailleurs, prend pour nous une importance et une dimension très grande.

Vous savez que le président du syndicat de notre région, Wladyslaw Frasyuniuk, et son remplaçant Piotr Bednarz, ont été arrêtés. Ce sont mes plus proches amis, ils sont aujourd'hui condamnés à de lourdes peines de prison. Je crois qu'il est très important qu'on n'oublie pas que ces travailleurs ont été démocratiquement élus par des ouvriers. Le troisième membre du Présidium de la Direction régionale de notre syndicat, qui est toujours en prison, est Karol Modzelewski. Il a reçu le plus grand nombre de voix lors du premier congrès régional du syndicat de Wroclaw. Et il faut comprendre quelle était pour nous la signification de cette élection aux instances de "Solidarnosc": c'était la première fois qu'on élisait des gens dans une élection vraiment libre. Les travailleurs ont élus alors Frasyuniuk, Bednarz, Modzelewski. Et ce sont ces élus qui ont été emprisonnés. Il faut comprendre que pour nous il est très important qu'on informe sur l'activité de ces militants, qu'on publie leurs écrits, qu'on en parle - cela nous aide dans notre activité quotidienne, nous donne des forces.

Le 25 février 1983

"ROBOTNIK '83" (Ouvrier '83). Bulletin du Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France.

120, rue de Crimée 75019 Paris
tel. 208.36.12

Pour recevoir notre bulletin nous vous proposons de vous abonner au prix de 40 pour 10 numéros. Prix d'un numéro hors-abonnement: 5 f.

ROBOTNIK '83

Abonnez-vous!

SOLIDARNOSĆ

© Musées de Grasse, Alpes-Maritimes

LA LUTTE DE L'USINE FADROMA

Le 9 décembre 1982, à la suite du licenciement des 5 travailleurs, une grève spontanée, qui a duré environ deux heures, a éclaté dans l'usine Fadroma. Elle n'a pas été organisée. Ont participé à la grève plus de 60% des ouvriers. Par ailleurs, le 16 décembre à midi, à l'appel de la Commission d'entreprise clandestine (TKZ) du syndicat, il y a eu 5 minutes de silence pour protester contre ces licenciements "sans motif". Le 24 décembre, en l'absence des travailleurs, le Service de sécurité (SB) a procédé à la perquisition des armoires, des bureaux, etc.

"Z Dnia na Dzien" n° 4/263,
du 27 janvier - 3 février 1983

DECISION

La Commission d'entreprise clandestine (TKZ) de l'usine FMB Bumar-Fadroma a décidé que la semaine du 13 à 19 février serait une semaine de protestation contre les licenciements de travailleurs pour des raisons politiques.

La semaine de protestation consiste en ce qui suit:

- les ouvriers travaillant à la pièce abaisseront la production de l'équivalent de huit heures par rapport à la semaine normale;

- le reste des travailleurs procèdera à la réduction maximale de la production;

- le jour J, à l'heure H (la date sera communiquée oralement), il y aura cinq minutes de silence.

La TKZ exige la réintégration de tous les travailleurs licenciés, et demande de ne pas prendre les postes de travail vacants des camarades licenciés.

"Z Dnia na Dzien" n° 6/265,
du 10-17 février 1983

A L'AVANT-GARDE

"Solidarnosc" a été particulièrement actif à Fadroma avant le 13 décembre 1981. Cette entreprise a été à l'origine de plusieurs des initiatives les plus intéressantes dans notre région. Au moment de l'instauration de l'état de guerre, les travailleurs de Fadroma ont participé pendant plusieurs jours à la grève générale.

LES TRAVAILLEURS DE FADROMA SE SONT A NOUVEAU PORTES A L'AVANT-GARDE DE NOTRE

LUTTE en ce treizième mois de

Moins d'un mois après la publication de la déclaration-programme de la TKK, les travailleurs ont décidé de mener une semaine de protestation contre le licenciement de leurs camarades pour raisons politiques. Il s'agit d'une forme de lutte nouvelle, d'une sorte de grève économique de solidarité avec les victimes de la répression.

Le RKS exprime sa reconnaissance aux travailleurs de Fadroma pour leur valeur et leur combativité. En défendant les camarades licenciés, nous luttons pour notre syndicat, pour les idéaux de la République autogérée.

Wroclaw, le 15 février 1983

Pour le RKS du syndicat "Solidarnosc"
de Basse-Silésie

Jozef Pinior

"Z Dnia na Dzien" n° 6/265,
du 10-17 février 1983

ACTION

Du 13 février au 19 février s'est déroulé à Fadroma la semaine de protestation contre les licenciements pour raisons politiques. Dès le premier jour, les travailleurs ont commencé l'action. On a établi que les 5 minutes de silence commenceraient le jeudi 17 février à 10 h 25. La majorité des travailleurs, informés oralement, ont commencé l'arrêt de travail dès 10 h 15. La réaction spontanée des travailleurs a contribué à la transformation de celle consignée en un arrêt de travail en 15 minutes. La direction, désorientée et surprise, n'a pas été en mesure de contrer cette initiative. Le SB, surpris aussi, est arrivé sur place seulement le lendemain, vers 11 heures. La dernière journée de l'action, Fadroma était couvert des tracts. Le soutien et la participation des travailleurs et les effets visibles de l'action permettent de penser que cela a été une protestation réussie.

LA PROTESTATION A FADROMA EST LA PREMIERE ACTION DE PROTESTATION REUSSIE DANS UNE ENTREPRISE DEPUIS LE 10 NOVEMBRE 1983.

"Z Dnia na Dzien" n° 8/267,
du 24 février - 3 mars 1983

"ROBOTNIK '83"

Si tu veux recevoir "Robotnik '83" il faut t'abonner tout de suite!

SUIVRE L'EXEMPLE DE FADROMA!

UNE SEMAINE DE PROTESTATION DU 21 AU 26 MARS 1983! AMNISTIE! REINTEGRATION AU TRAVAIL DES PERSONNES LICENCIÉES POUR RAISONS POLITIQUES! NON A LA HAUSSE DES PRIX!

Résolution du RKS du syndicat "Solidarnosc" concernant la semaine de protestation dans les entreprises de Wrocław et de la région de Basse-Silésie

1. Amnistie

Cela fait déjà quinze mois qu'en Pologne sont en vigueur les lois d'exception, quinze mois du terreur contre les militants syndicaux et autogestionnaires, contre les créateurs indépendants et les scientifiques. Les dirigeants de notre syndicat, élus démocratiquement, sont condamnés à des longues années de prison. Dans les prisons et les maisons d'arrêt de Basse-Silésie se trouvent actuellement 217 syndicalistes. Parmi eux se trouve le président de la Direction régionale, Wladyslaw Frasyniuk, et le vice-président, Piotr Bednarz. A Varsovie, à la prison de la rue Rakowiecka, se trouve, sans jugement, Karol Modzelewski, membre du Présidium de la Direction régionale de Basse-Silésie.

Nous n'abandonnerons jamais nos camarades emprisonnés. Sans libération des militants syndicaux, il n'aura pas de paix sociale en Pologne. L'amnistie inconditionnelle et générale est notre première revendication.

2. La réintégration au travail des travailleurs licenciés pour raisons politiques

La junte emploie différentes méthodes de pression contre les gens qui ont des convictions socio-politiques indépendantes. Des formes particulières de répression sont employées dans les entreprises contre les militants actifs de "Solidarnosc". Une des formes les plus dures est le licenciement. Le plus souvent, on licencie des jeunes gens, des ouvriers qualifiés ou des ingénieurs. En privant ces gens de travail, de fait on les force à émigrer. Nos entreprises perdent irréparablement leurs travailleurs les plus capables. C'est une des raisons pour lesquelles la réforme économique en Pologne est impossible sous un régime policier et militaire.

Nous exigeons la réintégration au travail des tous les travailleurs licenciés pour raisons politiques. La satisfaction apportée à cette exigence satisfiera aux principes de la justice et sera la condition préalable de la mise en œuvre de la

réforme économique.

3. Non à la hausse des prix

De mois en mois, notre niveau de vie baisse. Par rapport à l'année dernière, le coût de la vie a augmenté de 2,5 fois. Le postulat de notre syndicat selon lequel il faut nous payer une prime de vie chère n'est pas entré en vigueur. Dans la réalité, le contrôle des prix des articles de base est une illusion: on élargit en fait les nouvelles formes du vente privilégiée par les tickets spéciaux, les affectations ou le Pewex. La campagne en faveur des nouveaux prix est en cours. Les nouvelles hausses de prix menacent d'appauvrir encore plus dans l'avenir la société et de mener à la misère des couches de plus en plus larges des travailleurs. Elles vont toucher surtout les plus pauvres. Nous ne pouvons pas rester indifférents face à ces hausses de prix planifiées. Le RKS appelle tous les travailleurs des entreprises de la région de Basse-Silésie à manifester leur opposition au cours de la semaine de protestation du 21 au 26 mars 1983.

Nous mènerons pendant ces jours-là, dans toute la région, la forme de grève économique expérimentée en février par les travailleurs de Fadroma, en abaissant au maximum le rendement du travail. Les formes détaillées de la protestation dans chacune des entreprises seront définies par les Commissions d'entreprise clandestines. Le jour J à l'heure H (la date sera donnée par le système de communication du RKS), il y aura cinq minutes de silence.

Dans toutes les entreprises de la région, tout au long de la semaine de protestation, nous multiplierons les distributions de tracts, nous augmenterons le tirage des journaux d'entreprise et la diffusion des cassettes d'émission radio du RKS.

Du 21 au 26 mars, nous abaisserons le rendement du travail pour manifester notre solidarité avec les militants emprisonnés et avec les personnes licenciés pour raisons politiques! Nous abaisserons le rendement du travail pour nous opposer à de nouvelles hausses de prix!

Wrocław, le 10 mars 1983

Pour le RKS du syndicat "Solidarnosc"
de Basse-Silésie

Jozef Pinior

"Z Dnia na Dzień" n° 10/269,
du 10-17 mars 1983